



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Lutte contre le narcotrafic

Question au Gouvernement n° 660

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIC

Mme la présidente . La parole est à Mme Pascale Bordes.

Mme Pascale Bordes . Niccolo Scardi est ce sapeur-pompier volontaire qui a été percuté par un chauffard multirécidiviste alors qu'il tentait de mettre fin au rodéo urbain auquel se livrait ce criminel. Il a ainsi choisi de risquer sa vie afin de préserver celle des autres. Cet acte courageux nous oblige. J'espère du plus profond de mon être qu'il sortira vainqueur du combat qu'il mène pour sa vie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN, EPR, Dem, LIOT et UDR ainsi que sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

Cet épisode dramatique nous ramène à la réalité de ce qu'est devenue notre société : il est fini le temps où un garde des sceaux et un ministre de l'intérieur aveugles évoquaient un simple sentiment d'insécurité. Aujourd'hui, plus aucun territoire n'échappe à la gangrène de l'ultraviolence criminelle.

Je donnerai un exemple récent d'un incident qui s'est déroulé dans ma circonscription du Gard, à Bagnols-sur-Cèze, ville gangrenée depuis plusieurs années par le trafic de stupéfiants.

Il y a quelques jours, un nouveau seuil a été franchi : alors que des lycéens et les professeurs d'EPS qui les chronométrait se trouvaient dans un stade jouxtant un point de deal, ils ont été pris à partie par des dealers armés qui les ont menacés de mort, tout simplement parce qu'ils faisaient du bruit et que cela gênait leur commerce illicite.

Le lundi suivant, les épreuves sportives du baccalauréat devaient avoir lieu dans ce stade, mais elles ont été annulées, l'État ne pouvant garantir la sécurité des élèves et des enseignants. Pour l'heure, les enfants ne peuvent plus faire de sport, tandis que les riverains et les commerçants vivent un enfer quotidien. Quant aux dealers, ils continuent tranquillement leur trafic aux abords de ce stade, à la vue de tous.

M. Kévin Mauvieux . Ah, il est beau, le bilan de M. Retailleau !

Mme Pascale Bordes . En guise de réponse, l'État n'a offert rien d'autre qu'un silence assourdissant qui envoie un message : c'est aux citoyens de s'adapter aux criminels.

Monsieur le ministre de l'intérieur, l'heure n'est plus aux discours. Sur le terrain, la population des oubliés demande des actes forts. En théorie, force doit rester à la loi, mais nos concitoyens voient bien qu'en pratique, c'est la force des malfaisants qui fait la loi.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Rendez l'argent !

Mme Pascale Bordes . Quelles mesures à effet immédiat comptez-vous prendre pour que nos concitoyens ne soient plus livrés à eux-mêmes face aux narcotrafiquants ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur . D'autres questions me donneront l'occasion de revenir sur ce qui est arrivé à ce sapeur-pompier volontaire qui combat toujours la mort et dont le sort nous a tous beaucoup touchés.

Vous m'interrogez sur le narcotrafic. C'est un combat national, que nous ne gagnerons ni en quelques heures, ni en quelques jours. Un tsunami de poudre blanche ravage non seulement nos villes, mais aussi nos campagnes.

J'ai été informé du trouble profond suscité dans la commune que vous évoquez par des menaces proférées à l'encontre de lycéens aux abords d'un point de deal. Les policiers se sont immédiatement mobilisés, tout comme les policiers municipaux, et ont bénéficié du renfort des CRS. Ils ont procédé à trois interpellations et à une mise sous écrou. Nous ne laisserons pas les choses en l'état.

Avec l'autorité judiciaire, nous devons démanteler ce réseau : il le sera. J'ai demandé au maire de densifier le réseau de vidéosurveillance – c'est fondamental. En un an, nous avons triplé le nombre de mises sous écrou et la tendance se confirme en 2025. Quarante-cinq personnes ont été placées sous écrou en 2024 et il y en aura sans doute encore davantage en 2025.

Vous appelez plus généralement mon attention sur votre département. À Nîmes, nous avons commencé à mener de nouvelles opérations renforcées de sécurité, qui mêlent dimensions judiciaire, sécuritaire et administrative. En quelques semaines, il a été procédé à 598 interpellations. Une centaine de commerces ont été contrôlés ; vingt d'entre eux ont été définitivement fermés. Des armes blanches ont été confisquées.

Demain, au côté du président de la République, nous inaugurerons l'état-major permanent de lutte contre la criminalité organisée. Il s'agit de donner forme au texte que vous avez voté très majoritairement pour lutter contre ce phénomène. Ce combat sera long et difficile mais, croyez-moi, nous le gagnerons. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Bordes](#)

Circonscription : Gard (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 660

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2025